

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - A FIN AOUT 2024 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances au cours des huit premiers mois de l'année 2024 s'est déroulée dans un contexte marqué par une décélération notable de l'inflation qui est revenue à +1,0% en moyenne à fin juillet 2024 contre +7,4% au cours de la même période de l'année précédente. En outre, et en dépit d'une nouvelle année agricole défavorable, l'activité économique poursuit son affermissement, tirée notamment par la reprise du secteur secondaire, en particulier le secteur de la construction, des industries de transformation et des mines, et par la poursuite du dynamisme du secteur des services.

Dans ces conditions, la situation des charges et ressources du Trésor fait ressortir un déficit budgétaire de 40,2 MM.DH, contre 41,7 MM.DH un an auparavant. Cette évolution reflète une progression des recettes (+24,2 MM.DH) plus importante que celle des dépenses (+22,8 MM.DH).

RECETTES

Amélioration des recettes fiscales ...

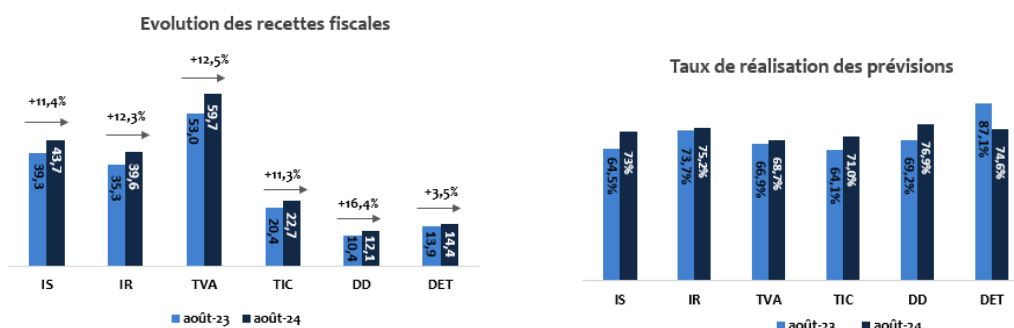
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, un taux de réalisation de 67,1% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF) et une hausse de 24,2 MM.DH (+11,9%) comparativement à fin août 2023.

Les recettes fiscales ont affiché un taux de réalisation de 72% et une progression soutenue de 20,4 MM.DH (+11,7%). Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, se sont chiffrés à 12,1 MM.DH contre 9 MM.DH à fin août 2023.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- **IS**: taux de réalisation de 73% et progression de 4,5 MM.DH (+11,4%), due principalement à l'amélioration des recettes du complément de régularisation (+2,3 MM.DH) et des deux premiers acomptes (+1,2 MM.DH), ainsi que de l'IS retenu à la source sur les rémunérations allouées à des tiers, sur les produits de placements à revenu fixe et sur les produits bruts perçus par les personnes morales non-résidentes (+1,1 MM.DH) ;

- **IR** : taux de réalisation de 75,2% et hausse de 4,3 MM.DH (+12,3%), reflétant essentiellement une amélioration des recettes générées par l'IR sur les salaires (+1,5 MM.DH) et sur les profits fonciers (+0,5 MM.DH), ainsi que l'IR retenu à la source sur les produits de placements à revenu fixe et sur les profits de cession de valeurs mobilières (+0,7 MM.DH).
- **TVA** : taux de réalisation de 68,7%. Ces recettes ont progressé de 6,7 MM.DH, grâce au produit aussi bien de la TVA à l'intérieur (+3,2 MM.DH ou +17,3%, traduisant à la fois la reprise de la consommation et l'impact des mesures introduites par la LF 2024) que de la TVA à l'importation (+3,5 MM.DH ou +10%, en lien avec la progression des importations);
- **Taxes intérieures de consommation** : taux de réalisation de 71% et hausse de 2,3 MM.DH (+11,3%), attribuable principalement à une amélioration des TIC sur les produits énergétiques (+1,3 MM.DH ou +12,2%) et sur les tabacs (+0,6 MM.DH ou +7,6%);
- **Droits de douane** : taux de réalisation de 76,9% et hausse de 1,7 MM.DH (+16,4%);
- **Droits d'enregistrement et de timbre** : taux de réalisation de 74,6% et progression de 481 M.DH (+3,5%), reflétant la hausse des droits d'enregistrement (+209 M.DH), de la taxe sur les contrats d'assurance (+118 M.DH) et de la TSAV (+81 M.DH).



... et des recettes en provenance des EEP

Les recettes non fiscales se sont, pour leur part, établies à 29,6 MM.DH contre 26,3 MM.DH à fin août 2023. Ces recettes comprennent :

- 11 MM.DH au titre des mécanismes de financements innovants ;
- 8,3 MM.DH en provenance des établissements et entreprises publics (EEP), dont 3 MM.DH versés par l'OCP, 2,6 MM.DH par Bank Al-Maghrib et 2 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie ; et
- 1,7 MM.DH au titre des produits de cession de participations de l'État.

DEPENSES

Augmentation des dépenses ordinaires...

Les dépenses ordinaires ont atteint un montant de 211,4 MM.DH, enregistrant un taux d'exécution de 68,9% et une hausse de 15,6 MM.DH par rapport à fin août 2023. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des dépenses au titre des biens et services de 15,5 MM.DH et, dans une moindre mesure, à la hausse des intérêts de la dette de 1,6 MM.DH. Les charges de la compensation ont, pour leur part, marqué une baisse de 1,6 MM.DH.

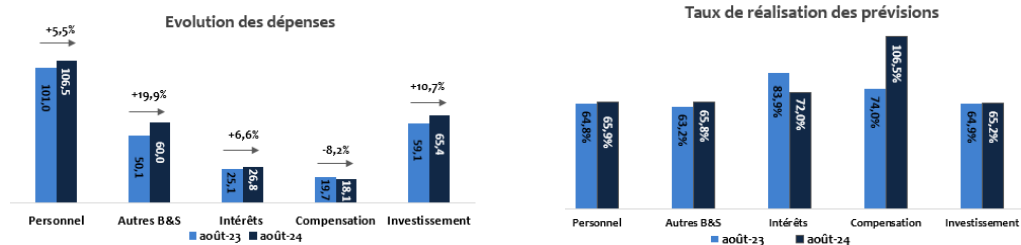
L'exécution des dépenses des biens et services est marquée par un taux de réalisation de 65,9% pour les dépenses de personnel et 65,8% pour les dépenses afférentes aux « autres biens et services », en augmentation de 5,5 MM.DH et 10 MM.DH, respectivement par rapport à fin août 2023.

Les intérêts de la dette ont, pour leur part, affiché un taux de réalisation de 72%. Leur évolution recouvre une hausse des intérêts de la dette extérieure (+2,1 MM.DH) compensée par une baisse de ceux de la dette intérieure (-0,4 MM.DH).

Les charges de la compensation ont enregistré un taux de réalisation de 106,5%. Elles ont affiché, par rapport à fin août 2023, un recul de 1,6 MM.DH provenant du gaz butane (10,4 MM.DH, en baisse de 1 MM.DH), de la farine nationale de blé tendre (1,6 MM.DH, en repli de 1,6 MM.DH), tandis que la charge au titre du sucre a augmenté de 0,5 MM.DH pour ressortir à 4,4 MM.DH. Les subventions accordées aux professionnels du secteur du transport routier se sont élevées à 1,6 MM.DH, contre 1,1 MM.DH un an auparavant. Il est à noter qu'une décompensation partielle du gaz butane a été opérée à partir du 20 mai 2024 et a porté sur une réduction de 2,5 DH pour la bonbonne de 3 kg et 10 DH pour celle de 12 kg.

Ces évolutions des recettes et des dépenses se sont traduites par un solde ordinaire excédentaire de 16,3 MM.DH contre 7,7 MM.DH un an auparavant.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 65,4 MM.DH, en hausse de 6,3 MM.DH par rapport à fin août 2023. Comparativement aux prévisions de la LF 2024, leur taux de réalisation s'est élevé à 65,2%.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de +8,9 MM.DH, contre +9,8 MM.DH à fin août 2023.

FINANCEMENT

Des financements mobilisés principalement sur le marché domestique

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 4,9 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de 45,2 MM.DH contre 51,8 MM.DH un an auparavant.

Les mobilisations nettes se sont élevées à 50,8 MM.DH sur le marché domestique et 4,9 MM.DH au titre des emprunts extérieurs.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 149,6 MM.DH et des remboursements en principal pour 98,7 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de 22,7 MM.DH et des amortissements de 17,8 MM.DH.

SITUATION PROVISoire DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

	Août	Loi de finances	Août	Août 2024 / Août 2023		Taux de réalisation
	2023	2024	2024	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	203 545	339 499	227 740	11,9%	24 195	67,1%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	203 545	334 499	226 040	11,1%	22 495	67,6%
Recettes fiscales	174 499	270 797	194 880	11,7%	20 381	72,0%
- Impôts directs	76 776	116 942	86 014	12,0%	9 238	73,6%
- Impôts indirects	73 438	118 851	82 399	12,2%	8 961	69,3%
- Droits de douane	10 390	15 728	12 092	16,4%	1 702	76,9%
- Enregistrement et timbre	13 894	19 276	14 375	3,5%	481	74,6%
Recettes non fiscales	26 250	65 253	29 594	12,7%	3 344	45,4%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	9 824	19 480	8 317	-15,3%	-1 507	42,7%
- Autres recettes	16 426	40 773	19 577	19,2%	3 151	48,0%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	1 700	-	1 700	34,0%
Recettes de certains CST	2 796	3 450	3 266	16,8%	470	94,7%
- Fonds de soutien des prix	270	600	284	5,2%	14	47,3%
- Fonds spécial routier	2 526	2 850	2 982	18,1%	456	104,6%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	245 198	401 462	267 976	9,3%	22 778	66,8%
DEPENSES ORDINAIRES	195 869	307 031	211 425	7,9%	15 556	68,9%
Biens et services	151 054	252 845	166 572	10,3%	15 518	65,9%
Personnel	100 992	161 623	106 530	5,5%	5 538	65,9%
Autres biens et services	50 062	91 221	60 042	19,9%	9 980	65,8%
Dettes publiques (1)	25 143	37 229	26 792	6,6%	1 649	72,0%
Intérieure	20 378	26 975	19 948	-2,1%	-430	73,9%
Extérieure	4 765	10 254	6 844	43,6%	2 079	66,7%
Compensation (2)	19 672	16 957	18 061	-8,2%	-1 611	106,5%
SOLDE ORDINAIRE	7 676	32 469	16 315	112,5%	8 639	50,2%
INVESTISSEMENT	59 140	100 431	65 446	10,7%	6 306	65,2%
dont Fonds spécial routier	2 104	2 850	1 541			54,1%
SOLDE DES CST (3)	9 811	6 000	8 894	-9,3%	-916	148,2%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-41 653	-61 962	-40 236	-3,4%	1 417	64,9%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-10 181		-4 946		5 236	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-51 835	-61 962	-45 182	-12,8%	6 653	72,9%
FINANCEMENT INTERIEUR	19 691	10 831	40 330		20 639	372,3%
Endettement intérieur	40 007		50 830		10 823	
Autres opérations	-20 315		-10 500		9 815	
FINANCEMENT EXTERIEUR	32 144	51 131	4 852		-27 291	9,5%
Tirages	38 943	70 000	22 663		-16 280	32,4%
Amortissements	-6 799	-18 869	-17 810		-11 011	94,4%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(3) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Août	Loi de finances	Août	Août 2024 / Août 2023		Taux de réalisation
	2023	2024	2024	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	174 499	270 797	194 880	11,7%	20 381	72,0%
Impôts directs	76 776	116 942	86 014	12,0%	9 238	73,6%
Impôt sur les sociétés (I.S)	39 273	59 918	43 733	11,4%	4 460	73,0%
Impôt sur le revenu (I.R)	35 312	52 739	39 648	12,3%	4 336	75,2%
Autres impôts directs	2 191	4 286	2 633	20,2%	442	61,4%
Impôts indirects	73 438	118 851	82 399	12,2%	8 961	69,3%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	53 050	86 911	59 707	12,5%	6 657	68,7%
(Intérieure)	18 275	29 403	21 438	17,3%	3 163	72,9%
(Importation)	34 775	57 508	38 269	10,0%	3 494	66,5%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	20 389	31 940	22 692	11,3%	2 304	71,0%
(Tabacs)	7 939	12 500	8 542	7,6%	602	68,3%
(Produits énergétiques)	10 621	16 640	11 919	12,2%	1 298	71,6%
(Autres)	1 828	2 800	2 231	22,0%	403	79,7%
Droits de douane (D.D)	10 390	15 728	12 092	16,4%	1 702	76,9%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	13 894	19 276	14 375	3,5%	481	74,6%
RECETTES NON FISCALES	26 250	65 253	29 594	12,7%	3 344	45,4%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	9 824	19 480	8 317	-15,3%	-1 507	42,7%
- Autres recettes	16 426	40 773	19 577	19,2%	3 151	48,0%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	1 700	-	1 700	34,0%
Recettes de certains CST	2 796	3 450	3 266	16,8%	470	94,7%
Fonds de soutien des prix	270	600	284	5,2%	14	47,3%
Fonds spécial routier	2 526	2 850	2 982	18,1%	456	104,6%
RECETTES ORDINAIRES	203 545	339 499	227 740	11,9%	24 195	67,1%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	203 545	334 499	226 040	11,1%	22 495	67,6%